



Rentrée !!!!!

Allez, c'est reparti ! Après cet été torride (49.3 le 20 juillet pour le passage de la loi Travail), la rentrée sera-t-elle aussi chaude ?

Aurons-nous épuisé des sujets d'enfumage aussi incontournables que les pokémon ou le burkini ? En tout cas, nous restons mobilisés sur les sujets qui nous intéressent : accords de

libre-échange Ceta-Tafta, Loi Travail, et autres atteintes à nos conquêtes sociales et notre environnement ! Donc nous vous invitons à participer activement aux différentes mobilisations organisées tout au long de cette année !

JPC

Accords de libre-échange TAFTA/CETA et les autres : point sur la situation Août 2016

En cette fin de mois d'Août des propos provenant de Sigmar Gabriel (vice-chancelier allemand et ministre de l'économie) a affirmé à la chaîne de télévision allemande ZDF que les négociations entre l'Union européenne et les Etats-Unis sur le traité transatlantique (le fameux TTIP ou TAFTA) « ont pratiquement échoué, même si personne ne l'admet vraiment ». Dans la foulée, le secrétaire d'état au commerce, Mathias Fekl demande l'arrêt des négociations du TAFTA.

Tout cela pourrait nous convaincre que la victoire est arrivée enfin. Les mobilisations depuis trois ans en France ainsi qu'en Europe ainsi qu'aux Etats-Unis y sont pour beaucoup. Ces propos démontrent un certain échec du libéralisme de nos politiques français et allemands après le soutien sans faille à ce projet.

Mais pouvons-nous faire confiance à notre gouvernement et au Président Hollande sur leurs intentions ? Des élections sont en vue en mai prochain, la campagne électorale commence à battre le pavé. Même si nous ne savons pas encore si François Hollande se présentera au suffrage universel, lui ou ses amis politiques se serviraient de cette rétractation pour faire illusion du bilan du quinquennat.

Pour que le TAFTA soit définitivement stoppé, il faut une décision formelle des 28 membres de l'UE ainsi que de la commission européenne. Il y a quelques mois, M.Fekl tenait un discours confus mais n'excluait pas le retrait de la France des négociations, alors pourquoi en juin, face à Jean-Claude Juncker, pendant le sommet des chefs d'Etats de l'Union Européenne, l'ensemble des chefs d'états avaient donné quitus à la commission ? Nous voyons bien que nous ne pouvons pas faire confiance à ce gouvernement.

Ce mandat qui ne vise que l'accroissement du commerce et de l'investissement en occultant entièrement la face sociale, environnementale, agricole, santé, culturelle, et qui ne fait que donner aux multinationales une suprématie encore plus imposante, reste donc toujours valide. Pour Nicolas Roux des Amis de la Terre « *la France doit aller au-delà des simples déclarations et passer aux actes. Rien n'empêche que les négociations reprennent lorsque la configuration politique en Europe et aux États-Unis sera plus favorable, par exemple après la mise en place de nouveaux gouvernements suite aux élections.* »



Action Tafta Cheval de Troie à Limoges – Mai 2016

Cette façon très tacticienne de mettre sous le coude le TAFTA afin de mieux faire passer le CETA ou AECG (accord libre-échange entre EU et Canada qui a été signé le 26 septembre 2014 est en attente de ratification pour janvier 2017) Amélie Canonne, de l'AITEC, la décrypte : « *sans aucun doute M. Fekl a compris qu'il fallait, à court terme,*

sacrifier le TAFTA pour sauver le CETA. En le dissociant du traité UE-USA et en fustigeant le TAFTA devant l'opinion, la France entend donner au traité UE-Canada les chances maximales d'approbation le 18 octobre prochain au Conseil, puis de ratification en janvier prochain au Parlement européen. ».

Le 5 juillet 2016 le verdict est tombé à Strasbourg : à l'issue d'une réunion du collège des commissaires, l'exécutif européen a annoncé que le CETA devrait être considéré comme un accord mixte et non pas de la compétence exclusive de l'Union européenne (UE). Une différence qui n'est pas seulement sémantique : un accord non mixte nécessite seulement l'aval du Parlement européen et des États membres. Selon la formule finalement retenue, l'accord exigera aussi le feu vert des parlements nationaux pour être ratifié côté européen. Déjà des voix discordantes se faisaient entendre en avril 2016 : le parlement de Wallonie a approuvé, par 44 voix pour et 22 contre, une

proposition de résolution inédite demandant au gouvernement wallon de ne pas accorder les pleins pouvoirs au gouvernement fédéral pour signer le CETA.

La guerre n'est pas terminée, quelques batailles nous sont favorables, mais il reste encore du chemin à faire et des luttes pour que nos élus refusent cet accord.

Le 15 octobre 2016 des manifestations se dérouleront en France mais aussi dans toute l'Europe. A Limoges le collectif stop tafta87 organisera cette journée, il sera important que nous soyons nombreux.

M.V.

A noter aussi la conférence-débat de Frédéric Viale le mardi 6 octobre à 19h amphi Blanqui à Limoges

Forum des GPII du 15 au 17 juillet à Bayonne

Durant 3 jours sur les bords de l'Adour, les collectifs contre les Grands Projets Inutiles Imposés (GPII) se sont retrouvés pour échanger sur leurs combats. Les militants représentaient des projets dans toute l'Europe : France bien sûr, mais aussi Espagne, Italie, Grande-Bretagne, Ecosse, Allemagne ... Il y avait même une caravane vélo qui venait du Val de Susa!

3 jours d'ateliers, donc, riches en témoignages. Nous avons représenté le collectif contre la LGV Limoges/Poitiers dans un atelier « LGV », avec le collectif français Lyon-Turin, son homologue italien No TAV, le collectif non au POCL (Paris-Orléans-Clermont-Lyon) le collectif contre la LGV Marseille-Nice, le collectif contre la SEA (sud Europe Atlantique, Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax). « Notre » LGV étant le 1er projet qui ait vu sa DUP cassée en Conseil d'Etat, notre témoignage était très attendu !

D'autres ateliers avec d'autres grands projets étaient présents, évidemment NDDL et le barrage de Sivens, mais aussi des centres commerciaux, des zones de loisir, des autoroutes, etc. Outre les témoignages des combats, nous avons également travaillé plus globalement sur les moyens de nos luttes, tels que la non-violence, le droit à la résistance, la démocratie participative. Sans oublier les alternatives, transports doux, circuits courts, traitement des déchets, etc.

En fait nous avons parlé du monde dont nous ne voulons plus, fondé sur toujours plus de productivisme, de consumérisme, de gaspillage, de vitesse ... et du monde qu'on appelle de nos vœux, plus humain, plus collaboratif, respectueux des capacités de la planète.

Dans cet esprit, 2 conférences/débats en plénière ont clos les temps d'atelier pour ouvrir les débats sur des approches plus larges liées au changement climatique. La 1ère, par Jon Palais, nous a permis de décrypter la COP 21 et nous a interrogés sur les suites à lui donner dans nos combats pour pousser les engagements des Etats, la seconde, par Maxime Combes a fait le lien entre les GPII et le changement climatique, dénonçant les pièges de projets soit-disant « climato-compatibles » ou soit-disant compensés en carbone. Et sans oublier l'impact désastreux qu'auraient les accords de libre-échange tels que le CETA et le TAFTA, qui, en consacrant la toute puissance des grandes entreprises impliquées dans ces projets, réduiraient à néant nos luttes locales.

Le premier soir, avant de faire la fête (eh oui, le soir on fait la fête!), nous avons visionné le documentaire « l'intérêt général et moi » qui porte sur les GPII. Dans une petite conférence-débat, son auteur, Julien Milanési, ancien militant contre l'A65, s'est interrogé sur le sens à donner à la multiplication des mouvements

d'opposition à des grands projets, y voyant la possible naissance d'un mouvement d'écologie politique populaire. Ces mouvements questionnent le sens à donner à l'intérêt général (*qui le définit ?*) et la place de la démocratie (*comment s'exerce-t-elle ?*)

Pour en savoir plus :

<http://forum-gpii.com/fr/>

Une journée particulière à l'Altervillage : 19 Juillet 2016

Relais des Pas Sages : quel beau nom symboliquement chargé pour y accueillir cet Altervillage !

Juste un peu cachée cette vieille ferme de Pellevoisin au cœur de l'Indre, mais quand j'arrive enfin à destination, c'est bien là qu'a été installé le village alternatif : des petites tentes partout, des douches bricolées, des toilettes sèches et des gens qui circulent tranquillement. Les activités déjà lancées ici ou là sont dispersées dans les bâtiments, sous les arbres. Comme le temps est beau, tout un groupe assis sous un vieux saule pleureur commence à réfléchir sur la thématique : « les luttes actuelles des femmes ».

C'était annoncé ; ni organisateur, ni consommateur, mais tous acteurs.

Déjà il me faut chercher le lieu où est organisé l'atelier que j'ai choisi : une grande grange en cours de rénovation destinée à devenir un lieu d'accueil collectif nous attend. Chacun ayant apporté son siège, nous avons pu profiter d'une formation : « Action non violente – Après Cop 21 », sous l'oeil bienveillant des pigeons qui entrent et sortent à leur gré. Toute une ambiance !

L'esprit COP 21 et les rassemblements actifs qui ont animé Montreuil et Paris en Décembre 2015 sont toujours à l'œuvre. Les résistances se construisent, tirent profit des expériences acquises. C'est ainsi que 2 jeunes gens se sont improvisés (pas tout à fait) formateurs pour nous délivrer un vrai mode d'emploi, rigoureusement structuré, d'une action qui devrait connaître de l'ampleur à l'automne, à savoir celle des « faucheurs de chaises ».

Janvier 2017 au Tribunal de Dax, Jon Palais (ANC, BIZI) sera convoqué pour répondre de l'acte de « vol en réunion », suite à une action d'octobre 2015. Deux poids, deux mesures : d'un côté l'impunité judiciaire pour les vrais délinquants fiscaux et leurs complices, de l'autre des citoyens militants, engagés dans des actions de sensibilisation, d'information du

public qui eux, comme les lanceurs d'alerte sont poursuivis. Ne laissons pas faire ! Légitimité ? Légalité ?...

C'est pour préparer en pleine conscience ces actions que de telles formations sont organisées car l'improvisation n'est plus de mise.

Le Limousin verra-t-il la mise en œuvre d'une telle action ? Quelle agence de banque privée viser ? Il va falloir y réfléchir sérieusement.

La formation a été précise, dense, les échanges nombreux.

Une bonne odeur de repas fin prêt commence à taquiner nos narines...Le moment de faire une pause est arrivé. Des volontaires inscrits à l'avance ont tout préparé. Munis des couverts que nous avons apportés, nous installons les grandes tablées (pour plus de 100 personnes), au grand air, sous les grands arbres au centre de la ferme. Quelques têtes connues, beaucoup de jeunes.

J'ai pris conscience de l'impact des mobilisations qui ont animé COP 21 auprès de ces jeunes devenus sensibilisés et prêts à s'engager. A plusieurs reprises, j'ai entendu parler du « sérieux » que dégage Attac qui crédibilise un tel rassemblement. La relève serait-elle en marche ?

La pause café est l'occasion pour la jeune maîtresse de maison de nous dévoiler son projet alternatif, projet qui lui a servi de thème pour valider son diplôme d'architecte d'intérieur. Fille des propriétaires, anciens exploitants céréaliers et éleveurs de chèvres, elle décide de revenir sur les terres de son enfance pour réhabiliter les bâtiments anciens de ce qui a dû être un gros corps de ferme. L'un de ses frères reprend l'exploitation agricole en conversion bio et elle, choisit d'y implanter un lieu de vie alternatif, entre ferme

culturelle, résidence d'artistes, de créateurs...Pour l'heure, elle accueille l'Alteville avec enthousiasme.

L'après-midi pour moi est l'occasion de m'inscrire à un atelier d'abord intitulé : « La communication bienveillante » qui se transforme quand nous arrivons en « communication transformatrice » selon son animateur qui se présente comme un vrai pro.

Soit, tout commence bien avec des moments interactifs pour tenter de répondre à: sait-on bien écouter ? on n'apprend pas à communiquer et alors ? etc

Pendant 2h, le groupe joue le jeu des propositions dites formatrices à la communication justement transformatrice. Les moments d'interactions très vivants créent une bonne confiance entre nous, qui permet au groupe de supporter sans le dire d'abord, les injonctions assez directives de l'animateur. Puis peu à peu, lors des moments d'analyse des expériences proposées, des réflexions apparaissent qui semblent bousculer l'Ego (bien dimensionné) du formateur. Deux personnes sortent dont une assez déstabilisée par la tournure que prennent les événements.

Le groupe s'exprimant de plus en plus librement demande alors une analyse plus profonde de la situation avant de poursuivre. L'animateur vit cela comme une remise en cause personnelle de son savoir faire, se vexe

au point de ne pas terminer l'atelier et de partir...

Expérience intéressante donc, même non aboutie ! La communication bienveillante résiste-t-elle quand les contradictions s'expriment, que l'un dans une posture rigide et autoritaire se veut détenteur d'un savoir exclusif qu'il délivre aux « apprenants » qui se devraient d'être moins critiques...

Ah l'expérience du vivre ensemble ! Nous sommes là en tous cas loin de l'esprit Alteville, de la co-construction d'un savoir. L'analyse de cet incident suscite un débat riche entre participants au moment du dîner. Il doit faire l'objet d'un point d'analyse plus collective, à froid le lendemain matin lors du forum ouvert.

Je reste au dîner partagé comme à midi puis participe au temps de concertation (en observatrice) destiné à organiser la journée du lendemain.

Je vois alors comment s'exerce vraiment, concrètement la prise de responsabilité collective dans un temps d'expérimentation de l'intelligence collective au service de l'autogestion.

Le Bal Trad qui suit va permettre de clore dans la bonne humeur cette belle journée, mais... sans moi, je rentre !

Nicole 23

Le PIB en question

L'Economie Mondiale est « vissée » aux taux de croissance du PIB. L'organisation de nos sociétés dans ce contexte se résume à produire, consommer. Comment des indicateurs nouveaux pourraient mesurer non seulement nos besoins naturels mais aussi sociaux, culturels, relationnels ? Comment les déterminer pour partager nos ressources sans mettre en danger la planète ?

1 - Naissance du PIB

En 1932, le congrès américain demande au jeune économiste Simon Kuznets (1901-1985) d'évaluer l'ampleur du désastre causé par le krach du 24/10/1929 (le fameux jeudi noir).

Il établit le premier outil macro économique permettant de mesurer la richesse du pays appelé « revenu national » le PIB associé au concept de « croissance » (dans ce secteur national il y avait les bilans d'entreprises, déclarations de revenus, les loyers....).

Simon Kuznets déclara en même temps qu'il présenta son travail « les objectifs en matière de croissance doivent être précis et indiquer de quel type de croissance il s'agit, et dans quel but » et d'avertir : « la mesure du revenu national peut difficilement servir à évaluer le bien-être d'une nation ».

La notion de croissance économique :

La croissance correspond à une augmentation durable du volume de la production.

Le développement économique correspond à l'ensemble des transformations structurelles

(économiques, sociales, politiques) qui accompagnent et entretiennent la croissance économique. Ces mutations sont structurelles (industrialisation, urbanisation, salarisation, tertiarisation...) et qualitatives (transformations des comportements, amélioration de la santé, allongement de l'espérance de vie, progrès des connaissances...). Le concept de développement intègre l'idée de progrès social (amélioration des conditions de vie de la population, réduction des inégalités et de la pauvreté...)

Le développement est donc un phénomène qualitatif alors que la croissance économique est un phénomène quantitatif.

Insuffisances du PIB :

Le PIB par tête étant trop réducteur pour mesurer le développement, les économistes du PNUD (organisme de l'ONU pour le développement) ont élaboré en 1990 l'indicateur de développement humain (IDH) dont le calcul a été modifié en 2010 pour tenir compte d'un certain nombre de critiques. Il s'agit d'un indicateur composite qui cherche à mesurer le développement humain, *situation dans laquelle une population aurait couvert la totalité de ses besoins fondamentaux.*

- °RNB par tête en PPA (Parité de Pouvoir d'Achat
- °Niveau d'instruction
- °Espérance de vie
- °Durée moyenne de scolarisation
- °Durée attendue de scolarisation

Les insuffisances du PIB par Dominique Méda (*« au delà du PIB » chez Flammarion 2008 p95*)

La question posée est : la richesse de notre société est elle vraiment représentée par le PIB ou ne reflète-t-il qu'une petite partie ?

Il représente comme un enrichissement un certain nombre d'opérations qui sont en fait nuisibles (destruction, réparation, dépollution. Cela tient au fait que notre comptabilité n'est en aucune manière patrimoniale. Aucun inventaire de notre patrimoine naturel et artificiel n'a été fait . Il serait aisé de suivre les augmentations ou diminution de ce patrimoine.

- patrimoine naturel ; eau, air, climat, paysage, répartitions des humains sur le territoire, les forêts, la beauté des paysages, diversité des espèces...

- patrimoine humain : leur qualité de vie, leur caractère, leur degré de solidarité, leur niveau d'éducation et de culture, leur participation à l'activité politique, la qualité de leurs libertés individuelles, le caractère de leurs droits sociaux...

La notion de patrimoine a une extension bien plus vaste :

- l'état de santé de la population s'améliore-t-elle ?
- le niveau de l'éducation progresse ou régresse, l'égalité entre les sexes devient ou non une réalité.

Pour le libéralisme la vraie richesse est créée par les entreprises (l'économique) qui sert à financer le social (la réparation) ;

L'INSEE en 1976 (Oleg Arkhipoff) déclare : *« la problématique du bien être national n'impose actuellement nulle réforme du produit national lui même, et, d'autre part, cette problématique n'a rien à voir avec la comptabilité tout court ».*

John Kenneth Galbraith, économiste canadien, écrivait *« dans le système néoclassique, la consommation est généralement quelque chose de parfait qu'il faut maximiser par tout moyen légitime et socialement inoffensif »* Toute augmentation du taux de croissance du PIB est bonne parce qu'elle signifie une augmentation de la consommation des ménages, c'est à dire la satisfaction des besoins humains qui sont infinis. Le taux de croissance est à la fois synonyme de progrès et de bonheur.

2 - FAIR : Forum pour d'autres indicateurs de richesse

« Pour résoudre un problème, il faut changer l'état d'esprit qui l'a créé ». Albert EINSTEIN

Bien que l'état de crises ne soit plus aujourd'hui contesté, les outils d'analyse utilisés par les décideurs politiques et économiques, ou encore le traitement statistique et médiatique du « progrès » continuent de se référer très directement au système de pensée antérieur, dans lequel l'économique et le financier prédominent. Or, nous savons aujourd'hui que la croissance du Produit Intérieur Brut, qui est censée nous donner des nouvelles de la santé collective des pays et des territoires, ne reflète ni la progression de la santé sociale et des relations

humaines, ni celle de la préservation des ressources naturelles.

Il ne s'intéresse pas, par exemple, à la manière dont les richesses économiques qu'il recense sont réparties entre les membres de la société. Il ne peut donc pas donner de signaux sur d'éventuels facteurs de décohésion sociale. Il ne prend pas en compte les dégâts engendrés à l'occasion de la production, ni les atteintes au patrimoine collectif dont est dotée une société à un moment donné. Il ignore, notamment, les déprédations opérées sur le patrimoine naturel par l'activité industrielle et commerciale. Il donne la primauté au calcul de la valeur monétaire des biens et services produits, et déconsidère beaucoup d'autres éléments pourtant fondamentalement liés à l'accès au bien-être des populations et à la préservation de la nature : la qualité de l'air et de l'eau, l'aptitude des individus à la conscience et à l'expression, à l'autonomie et à la paix, le niveau d'éducation et de santé, la capacité de la société à maintenir ses membres dans une relative égalité des conditions, le bénévolat, le travail domestique... Le Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse (FAIR), qui regroupe une pluralité d'acteurs, entend prendre sa part dans ce processus,

Membres de FAIR : notamment Hélène Combe, Florence Jany-Catrice, Dominique Méda, Patrick Viveret, Jean Fabre, Jean-Marie Harribey, Isabelle Cassiers et Jean Gadrey

3 - Le bonheur intérieur brut BNB

Gouvernement du Bhoutan : BNB-Lancé en 1972, le "nouveau paradigme" s'appuie sur quatre piliers : la protection de l'environnement, la conservation et la promotion de la culture bhoutanaise, la bonne gouvernance et le développement économique responsable et durable. Aujourd'hui, le BNB irrigue toute la vie du pays, entraînant de profonds bouleversements dans l'agriculture (objectif : 100% biologique en 2020), l'éducation nationale, où l'on prépare les élèves à devenir des "ambassadeurs du changement", la gestion des ressources naturelles (réglementation stricte de l'abattage des arbres et de l'exploitation minière), la santé - gratuite pour tous -, le tourisme - haut de gamme -, ou le commerce (non adhésion à l'Organisation mondiale du commerce).

Marie Monique Robin : Ce modèle est-il transposable ailleurs ?

Evidemment c'est un très petit pays, à la culture bouddhiste, qui a longtemps été isolé et leur fonctionnement n'est pas transposable partout en l'état. Mais j'ai interviewé des experts qui ont travaillé sur le rapport proposé par le Bhoutan et ils sont d'accord pour dire que mesurer la richesse d'un pays avec le seul PIB n'est plus possible. Cela a été utile juste après la Seconde guerre mondiale pour mesurer le redressement économique mais aujourd'hui ce n'est plus du tout adapté. Les malades qui souffrent du cancer ou les destructions dues aux catastrophes naturelles génèrent aussi de l'emploi et des besoins mais il n'y a pas de distinction entre ce qui est bon et mauvais pour la planète et les gens dans cet indicateur de production. L'humanité consomme une planète et demi par an, qui n'a plus le temps de se régénérer. Nous sommes au bord du gouffre et ce n'est plus possible de continuer avec le mode de vie occidental. Il faut changer de thermomètre pour mesurer la richesse et le développement d'un pays et le BNB est un bon exemple qui prend tout en compte. Leur démarche est inspirante. Par rapport à d'autres pays dits sous-développés, on ne sent pas la misère, j'ai vu des gens qui mangent à leur faim, ont un toit, bénéficient de l'éducation et de la santé gratuites et sont intégrés à une communauté. La notion de bonheur est très relative, ils veulent comme tout le monde que leurs besoins matériels soient couverts mais ils accordent aussi beaucoup d'importance au reste.

4 - Loi Eva Sas

LOI n° 2015-411 du 13 avril 2015 visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques (1) ,Éva Sas (députée EELV) est l'auteure de la loi «Sas» visant à l'intégration de nouveaux indicateurs de richesse adoptée définitivement le 2 avril 2015. La création du CESE (Conseil Economique Social et Environnemental) fin 2009 doit organiser un débat sur les indicateurs.

Critiques de cette loi par Florence Jany-Catrice : On peut regretter que le tableau de bord soit complémentaire au PIB, laissant à celui-ci son statut d'indicateur phare, par Dominique Méda : Trop d'indicateurs entraînent une information moins lisible ou pertinente. Un ou deux indicateurs seraient

suffisants pour mettre en évidence les évolutions de notre patrimoine naturel (carbone, GES) et un autre pour notre santé (indice de santé sociale). Donner une dimension collective et objective à nos indicateurs.

5 - Pourquoi le PIB persiste t-il ?

La puissance d'un état : l'augmentation de sa croissance détermine sa position géostratégique « *Le PIB ne mesure pas le bien-être mais il mesure avec une bonne approximation la puissance économique des nations. Cet élément là me paraît structurant, notamment dans les relations internationales* » Anthonin Pottier, Chercheur Ecole des Mines de Paris.

La croissance semble une garantie pour la hausse des salaires et le pouvoir d'achat, sans se préoccuper de la répartition. Dépendance structurelle du système social à la croissance.

La consommation reflète un statut social. Une part de la croissance de l'activité n'est pas destinée à satisfaire des besoins du plus grand nombre mais la production de biens et services de luxe destinés aux plus riches. Riches et pauvres aspirent à la poursuite de la croissance, pour les premiers pour garder leurs privilèges et les seconds pour sortir de leur situation.

La comptabilité nationale répond à une normalisation internationale. Les systèmes de mesure sont encadrés de multitudes dispositifs administratifs et économiques (fiscalité, critères de Maastricht, modélisation macroéconomique...). De plus la formation des hauts fonctionnaires, des économistes conseillers, responsables d'entreprises deviendraient caduque et que deviendrait leur pouvoir !!!.

La Recherche de Nouveaux Indicateurs de Richesse remet en cause un modèle de société :

- °Nouvelles finalités
- °Nouveau mode de fonctionnement
- °Réduction des inégalités
- °Soutenabilité de nos modes de développement

Elargir l'horizon normatif de l'économie :

- °Apporter de nouvelles finalités
- ° Apporter de nouvelles contraintes
- °Identifier de nouveaux besoins

Le débat porte sur :

- Qu'est ce qui compte (ce à quoi on veut accorder de la valeur et les multitudes visions du monde
- Qui décide de ce qui compte : Les experts, les citoyens.
- Comment on les compte : Indicateurs composites (moyenne pondérée de différentes variables), synthétiques (calculés au moyen d'une unité de compte unique, monétaire ou physique).
- Quels usages : usage symbolique (représentation du monde), usage politique (les stratégies d'actions à l'aide d'indicateurs ou décision politique justifiée par les indicateurs), usage instrumental pour l'élaboration d'études précises ou d'études d'impacts.

Contraintes techniques : le manque de données est un problème qui peut se régler par la volonté politique de contraindre les instituts nationaux d'en construire. Les problèmes techniques sont souvent cités pour éluder un débat ou contestations.

La démocratie : On observe des discours qui reconnaissent l'importance de protéger l'environnement et conçoivent que le bien-être passe par un accroissement de la consommation. Eloi Laurent : « *les indicateurs n'auront de puissances transformatrices que s'ils s'inscrivent dans un récit commun positif. C'est donc par une mise en débat collective des enjeux que l'on pourra décloisonner les perspectives et faire advenir une vision plus cohérente de ce que serait une société post croissance* ».Réf : De Nouvelles Finalités pour l'Economie, L'Enjeu Des Indicateurs De Richesse (Octobre 2015).

Fondation de L'Ecologie Politique – IDIE (Institut Pour le Développement de l'Information Economique et Sociale) –Institut Veblen pour les Réformes Economiques

6 - Le club de Rome

L'année 1968 création d'un organisme : le Club de Rome. Une poignée d'hommes décident de confier une étude avec des modèles de croissance à une équipe de chercheurs du Massachussets. Ce rapport Meadow (1972) n'a pas « prédit » la fin du pétrole en 2000, mais, entre 2000 et 2100, une diminution brutale de la population, accompagnée d'une dégradation significative des conditions de vie.

Il aborde la situation de l'évolution de la population de manière systématique, avec des boucles de retro action. Les auteurs mettent en doute la possibilité d'une croissance infinie dans une société de production industrielle. Si les êtres humains ne décident pas de limiter d'eux-mêmes cette production, l'effondrement du modèle va se produire. Il s'agit donc de remettre en cause la croissance indéfinie, modèle de développement de nos sociétés actuelles. Aujourd'hui, des groupes de citoyens ainsi que certaines institutions parlent de « croissance zéro » ou de « décroissance » ou de « simplicité volontaire » ...

Cinq principaux problèmes ont été soulignés :

- °l'accélération de l'industrialisation
- °la croissance forte de la population mondiale
- °la persistance de la malnutrition mondiale
- °l'épuisement de ressources naturelles non-renouvelables
- °la dégradation de l'environnement

Le 1^{er} mars 2012, le Smithsonian Institution, rend public une version actualisée pour 2012 du rapport de 1972. ***Insistons sur le fait que ce n'est pas seulement le réchauffement global qui est incriminé par les rapporteurs, mais plus généralement l'épuisement des ressources et, au-delà, d'une façon plus générale, le saccage catastrophique de l'environnement sous toutes ses formes, autrement dit "la destruction du monde". Pour l'empêcher, il ne faudrait pas seulement réduire notre production de gaz à effets de serre, mais s'imposer une décroissance radicale, à commencer par celle qui devrait être mise en œuvre dans les pays riches, qui sont les plus consommateurs et les plus destructeurs.***

Anne B.-23-

Voir le livre de Dennis Meadows, Donella Meadows, Jorgen Randers « Les limites de la croissance » dans la collection Re Trouvaille Ecosociété, mis à jour en 2004

PROGRAMMATION CINEMATOGRAPHIQUE A VENIR

Projection du film « le potager de mon grand-père »

jeudi 29 septembre 20h au Lido à Limoges

Dans « le potager de mon grand-père », Martin Esposito, le réalisateur, montre à travers son histoire personnelle, toute la valeur d'un potager cultivé selon les méthodes des "anciens".

Il pose ainsi plus globalement la question de l'agriculture moderne, celle qui devra d'ici quelques décennies nourrir 10 milliards d'humains.

A la suite du film, des paysans bio locaux débattront avec la salle.

Soirée à l'initiative des Amis de la Terre et d'Attac

Sommaire	Page
Rentrée !!!!!	1
Accords de libre-échange TAFTA/CETA et les autres : point sur la situation Août 2016	1
Forum des GPII du 15 au 17 juillet à Bayonne	2
Une journée particulière à l'Altervillage : 19 Juillet 2016	3
Le PIB en question	4
PROGRAMMATION CINEMATOGRAPHIQUE A VENIR	8

ENCARTS : Panier du militant - Flyer

Adhésion – ré-adhésion - Abonnement

Si vous recevez ce bulletin, c'est que vous êtes adhérent d'Attac ou sympathisant ... Vérifiez sur l'étiquette de l'enveloppe votre dernière date d'adhésion ou d'abonnement. Et n'hésitez pas à renouveler votre abonnement et/ou votre adhésion si vous n'êtes pas à jour ! Merci d'avance. Les trésoriers !

ATTAC LIMOUSIN - INFOS ET ACTIONS – Bulletin des comités locaux de Corrèze, Creuse et Haute-Vienne de l'Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne. Imprimé par ATTAC 87, Maison des Droits de l'Homme, 37 rue Frédéric Mistral 87100 Limoges. N°ISSN : 2102-0833 , CPPAP : 1006 G 86005. Directeur de la Publication : Jean-Pierre Clausse Tél 05 55 01 28 69 ; E-mail : attac87@attac.org. Site Internet : <http://www.attac.org> ou <http://www.local.attac.org/attac87> - Ce n° est tiré à environ 400 exemplaires. Les articles publiés dans ce bulletin n'engagent que leurs auteurs !